

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2012

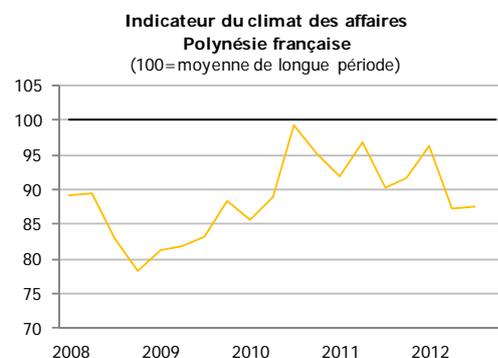
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Stabilisation du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se stabilise au troisième trimestre (+0,3 point), après avoir fortement baissé au trimestre précédent (-8,9 points). A 87,6 points, il reste néanmoins très en dessous de sa moyenne de longue période.

Cette stabilisation repose sur des opinions moins pessimistes des chefs d'entreprise sur leur activité, sur l'emploi et les prix pour le troisième trimestre.

En l'absence de perspectives économiques, les entrepreneurs se montrent assez pessimistes sur leurs prévisions d'investissement à un an. Les soldes d'opinion relatifs à l'investissement ressortent ainsi toujours très en deçà de leur moyenne de longue période.



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

La consommation des ménages pâtit toujours de la situation dégradée sur le marché du travail.

Au sein des secteurs de l'économie polynésienne, la situation est contrastée. L'activité continue de se dégrader dans le BTP et les services alors que le secteur de l'industrie et le tourisme affichent de meilleures performances. Pour le quatrième trimestre, les entrepreneurs s'attendent à un ralentissement de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Ils prévoient également des orientations défavorables de leur effectif et de leur trésorerie.

L'ACTIVITÉ CONTINUE DE RALENTIR DANS LA ZONE ASIE-PACIFIQUE

Le taux de croissance de l'économie chinoise s'élève à +2,2 % au troisième trimestre. Sur un an, la croissance chinoise atteint son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009, à +7,4 % à fin septembre. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,9 % en glissement annuel, tiré par la hausse des prix des produits alimentaires (+ 2,5 %).

L'économie japonaise confirme son repli. Le PIB recule de 0,9 %, impacté par la baisse de la production industrielle et le creusement du déficit commercial. Pour relancer l'activité économique, la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 19 septembre, de laisser inchangé son taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 % et d'adopter un quatrième programme d'assouplissement quantitatif de 10 000 milliards de yens.

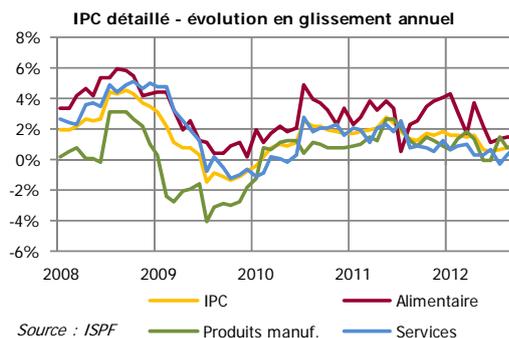
En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 1,4 % sur le trimestre et de 2 % sur un an. Cette hausse concerne principalement les prix de l'électricité, du gaz et autres combustibles. Elle découle notamment de l'introduction, au 1^{er} juin 2012, d'une taxe carbone. La Banque centrale australienne a annoncé, le 2 octobre, la baisse de son principal taux directeur à 3,25 % (-0,25 point) afin de soutenir une économie affectée par la crise de la zone euro, le ralentissement de l'économie chinoise et la baisse des cours miniers.

En Nouvelle-Zélande, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre et de 2 % en glissement annuel. Cette hausse est imputable principalement aux performances du secteur agricole (+4,7 %). L'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse (+0,3 %), tirée principalement par les produits alimentaires (+1,1 %). Le taux directeur de la Banque centrale néo-zélandaise demeure inchangé à 2,5 %, selon la décision du 13 septembre 2012.

Hausse du prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées

Au troisième trimestre, les prix à la consommation augmentent à nouveau de 0,4 %. Cette évolution provient pour l'essentiel de la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7 %) et, dans une moindre mesure, de celle des prix des « Autres biens et services » (+1 %), notamment des tarifs d'assurances liés aux transports (+2,0 %).

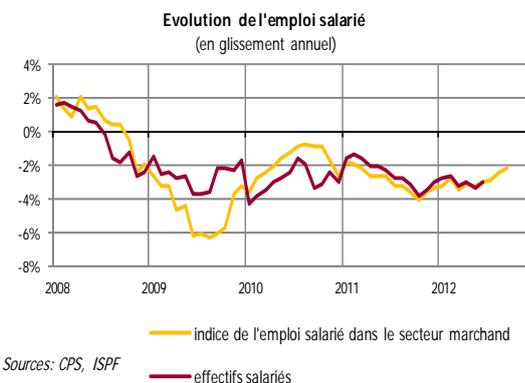
En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice des prix à la consommation s'intensifie (+1 % en septembre 2012 après +0,4 % en juin 2012). Les transports (+2,9 %), les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6 %) et l'énergie (+4,9 %) y contribuent le plus.



Baisse de l'emploi

Au troisième trimestre, l'indice de l'emploi salarié marchand recule de 0,6 %. L'emploi régresse fortement dans l'hôtellerie en liaison avec la fermeture prochaine d'un hôtel sur Tahiti. Dans le secteur du BTP et les autres services, l'emploi diminue également mais dans une moindre proportion. Parallèlement, une légère hausse est enregistrée dans le secteur de l'industrie et surtout du commerce, avec le déploiement d'une nouvelle enseigne dans la grande distribution.

Sur un an, la baisse de l'emploi reste importante (-2,2 %). Elle touche tous les secteurs sans exception, avec un recul marqué dans le secteur du BTP et de l'industrie.

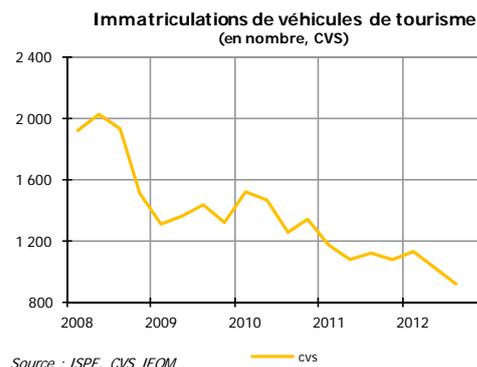


Une consommation des ménages sous contrainte

Les commerçants, interrogés dans l'enquête de conjoncture, relatent encore pour le trimestre écoulé une baisse d'activité s'accompagnant de vives tensions de trésorerie.

La consommation des ménages pâtit toujours d'une situation dégradée sur le marché du travail. Ainsi, le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme diminue fortement sur la période concernée (-10,5 %, CVS). Par ailleurs, après deux trimestres à la baisse, les importations de biens de consommation, d'équipement ménagers et de produits alimentaires se redressent, commandées par la reconstitution des stocks.

Les encours de crédit à la consommation se stabilisent entre fin juin et fin septembre, de même que le taux de créances douteuses brutes des ménages.

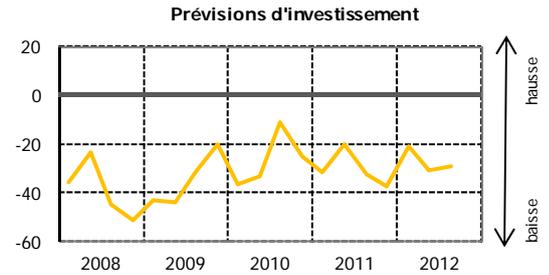


Investissement peu dynamique

Au troisième trimestre, l'investissement des entreprises reste morose avec des immatriculations de véhicules utilitaires toujours en retrait (-3,5 %, CVS). Les importations de biens d'équipement augmentent, uniquement sous l'effet de la hausse des importations de produits dédiés à la construction navale et aéronautique (hors ces produits, l'évolution est stable).

Par ailleurs, pour l'année à venir, les chefs d'entreprises restent très réservés sur leurs prévisions d'investissements. L'orientation serait à la baisse dans l'ensemble des secteurs d'activité, et plus importante dans le secteur du tourisme.

Parallèlement, l'investissement des ménages recule, à l'instar de la baisse de la production de prêts immobiliers (-6,2 % sur le trimestre considéré).

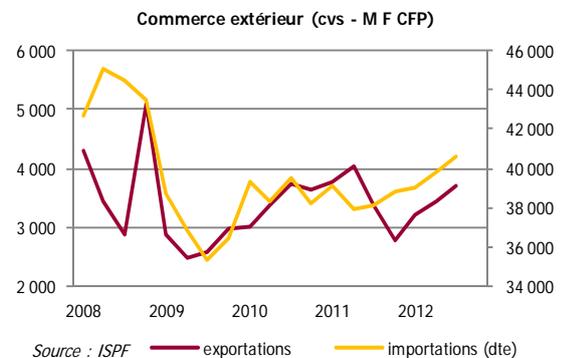


Poursuite de la reprise du commerce extérieur

Les importations progressent de 2,1 % sur le trimestre (CVS) sous l'impulsion notamment de la hausse des biens d'équipement et de consommation.

En augmentation de 7,4 % (CVS), les exportations confirment le dynamisme affiché depuis le début de l'année principalement du fait des exportations de perles brutes et de monoï. Les exportations de produits agroalimentaires et de jus et purée de nono enregistrent quant à elles de fortes baisses, de même - quoiqu'à un niveau moindre - que celles de vanille et de poissons.

Au total, le déficit du solde du commerce extérieur s'établit à 36,9 milliards de F CFP après 36,3 milliards de F CFP au trimestre précédent.



AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE

Alors que l'activité ralentit dans la plupart des secteurs, seuls l'industrie et l'hôtellerie ont bénéficié d'une activité porteuse au cours du troisième trimestre.

Après deux trimestres atones, l'activité dans le **secteur primaire** semble redémarrer, selon les chefs d'entreprise. Cette embellie est liée aux recettes des ventes de perles brutes à l'étranger, qui progressent de 36 % en valeur (CVS), dynamisées par une vente aux enchères organisée fin juillet 2012.

En revanche, les exportations en volume de vanille et de coprah continuent de reculer (respectivement -6,4 % et -6,2 %, CVS). Il en est de même des quantités de poissons exportées (-15,8 % sur le trimestre, CVS) qui restent cependant à un niveau très élevé (+53,4 % en glissement annuel, CVS), grâce à un premier trimestre exceptionnel.

Dans l'**industrie**, les entrepreneurs interrogés font état d'une amélioration de leur activité ce trimestre. Les exportations de monoï continuent de progresser en volume (+33,1 %, CVS). Après une baisse au deuxième trimestre, la production d'huile de coprah croît de 45,4 % (CVS).

A l'inverse, les volumes exportés de jus et purée de nono et de produits agroalimentaires accusent un net repli respectivement de 50,9 % (CVS) et de 43,9 % (CVS).



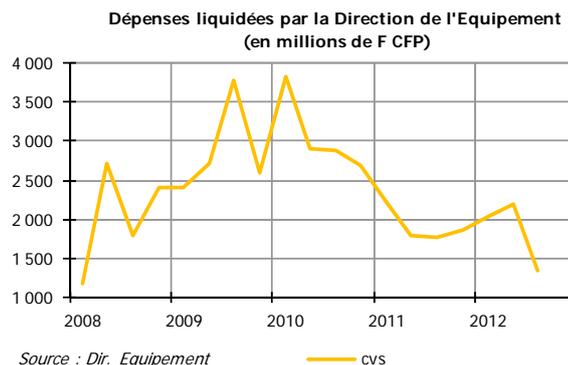
Source : ISPF

— cvs

Selon l'enquête de conjoncture, le secteur du **BTP** reste marqué, au troisième trimestre, par une faiblesse de l'activité et des difficultés de trésorerie liées à l'allongement des délais de paiement. Les carnets de commandes sont encore réduits à l'image des dépenses liquidées par la Direction de l'équipement qui chutent de 38,8 % (CVS).

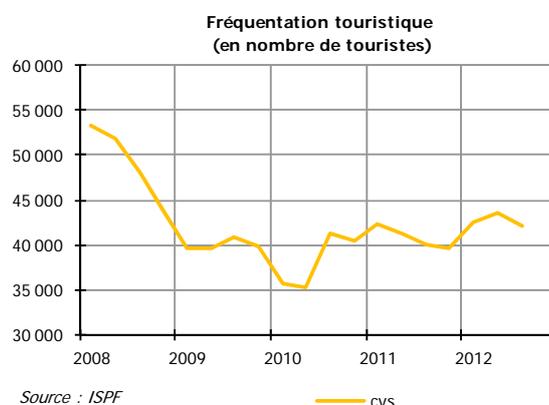
Pour autant, les importations de ciment et de bitume croissent fortement en prévision des travaux à venir.

Les perspectives du secteur demeurent toujours incertaines pour les professionnels. Toutefois, la commande publique devrait redémarrer et ainsi améliorer l'activité du secteur dans les mois qui viennent, à la suite des décisions de déblocage de financements publics (comité de pilotage du « troisième instrument financier » retenant 67 projets en 2013 pour un montant de 8,4 milliards de F CFP ; prêt garanti par l'AFD pour 4,7 milliards de F CFP), en plus du versement par l'Etat du solde (4 milliards de F CFP) de la dotation exceptionnelle d'ajustement.



La fréquentation **touristique** a progressé de 4,9 % sur un an, grâce à un deuxième trimestre 2012 très dynamique. L'enquête de conjoncture fait encore état d'une évolution favorable ce trimestre. Le taux d'occupation des hôtels internationaux atteint un niveau record de 70,9 %. Cependant, selon les dirigeants du secteur, ces bonnes performances pourraient s'atténuer en fin d'année.

Les prévisions formulées au trimestre précédent se sont confirmées : les chefs d'entreprise du secteur des **services** constatent de nouveau un repli de leur courant d'affaires au troisième trimestre, ainsi que des tensions plus fortes sur leur trésorerie.



LA REPRISE MONDIALE S'ESOUFLE

La reprise de l'économie mondiale reste très fragile, toujours freinée par les effets des rééquilibres budgétaires et la fragilité persistante du système financier et malgré le soutien apporté par des politiques monétaires accommodantes. Les prévisions de croissance du FMI pour 2012 sont ainsi révisées à la baisse, à 1,3 % pour les pays avancés et à 5,3 % pour les pays émergents et les pays en développement.

Une reprise modeste se poursuit aux Etats-Unis accompagnée par une faible baisse du chômage. Le FMI prévoit une croissance de 2,2 % en 2012 (après +1,8 % en 2011) et une inflation contenue à +2,0 %. En 2013, la croissance devrait progresser au même rythme qu'en 2012 (+2,1 %).

Sous l'effet de l'intensification de la crise, la zone euro connaîtrait selon le FMI une contraction de l'activité de 0,4 % en 2012. La récession qui touche la plupart des pays de la périphérie de la zone euro, affectés par des difficultés financières dont témoigne l'évolution des écarts de taux souverains, s'est propagée progressivement aux autres pays de la région.

La faiblesse de la croissance couplée à l'incertitude dans les pays avancés ont impacté négativement les pays émergents et les pays en développement. C'est le cas notamment en Chine où la baisse des exportations contribue au ralentissement de sa croissance qui devrait toutefois s'élever à +7,8 % en 2012.

En France, la croissance du PIB devrait être atone en 2012 (+0,1 %) tandis que le chômage continuerait de croître et que l'inflation resterait contenue (+1,9 %).

Source : World Economic Outlook, octobre 2012, FMI

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P-Y LE BIHAN – Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : Décembre 2012 – Dépôt légal : Décembre 2012 – ISSN 1968-6277